
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXC VII.

Du Mercredi 27 Janvier 1790.

APRÈS la lecture du procès-verbal, par M. d'Aiguillon, quelques membres de la députation de Normandie en ont attaqué la rédaction en ce qui concerne le département d'Alençon; M. Goffin ayant expliqué la clause insérée dans le décret, l'assemblée a décidé que le procès-verbal demeurerait en l'état.

M. Hennequin a demandé le titre de topographe de l'assemblée nationale. Il paroît qu'il l'a mérité par cinq mois de travail dans le comité de constitution; aussi l'assemblée lui a-t-elle permis d'en prendre le titre.

M. de Noailles a dit, que l'impression du rapport du comité militaire, que l'assemblée avoit ordonnée, n'étant pas achevée à cause des états annexés, le comité demandoit un terme plus long, parce qu'il étoit essentiel pour délibérer sur cet objet, d'avoir sous les yeux le rapport & les calculs à l'appui; mais que le comité militaire demandoit à être entendu demain, pour faire un nouveau rapport sur quelques points constitutionnels de l'armée, sur d'autres qui intéressent les milices nationales & les troupes de ligne, enfin, sur l'avancement de l'armée.

Tome VI.

Q

L'assemblée a donné en conséquence la parole au comité pour aujourd'hui à une heure.

M. le président a annoncé, qu'il avoit présenté à la sanction le décret concernant les décimes, & celui qui établit le comité de liquidation de la dette publique arriérée. Le roi a répondu qu'il les prendroit en considération.

Un bénédictin a dit, que la séance de lundi annonçoit la nécessité d'avoir un règlement de police pour l'assemblée, & qu'il falloit nommer quatre commissaires comme M. Duport l'avoit proposé.

M. Dumets a demandé le renvoi de ce règlement à l'ancien comité qui s'occupoit de cet objet ; mais on a observé qu'une partie des bureaux avoit déjà procédé à la nomination des commissaires, & l'assemblée a invité les autres à terminer cette nomination.

L'infatigable M. Goffin a fait encore des rapports sur la division des départemens ; ceux du Velai & de Picardie ont été les premiers. Après quelques débats entre les députés du Velai & des provinces voisines, l'avis du comité a été demandé ; M. le président l'a mis aux voix, & ayant été adopté avec une nouvelle addition proposée par le comité, il a été décrété en ces termes :

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que la ligne de démarcation entre le département du Velai & celui de Lyon, laissera dans le premier toutes les paroisses au sud d'une ligne qui embrasse Saint-Pal de Chalenceon, & Saint-Just en Velai ; le tout conformément au tracé déposé au comité de constitution, & signé par l'un des membres de ce comité, en observant que le Velai conserve tout ce qui lui appartenoit précédemment ; 2°. que les limites entre le Velai & le Vivarais, restent telles qu'elles existent dans les parties non contestées ; la démarcation, dans les points litigieux, fera telle

que les paroisses de Concouron, la Vilate & l'Espéron; & toutes celles à l'ouest de ces premières, appartiendront au département du Velai, le tout conformément au tracé signé par un membre du comité de constitution; & que les paroisses de Chanderolles, Fay-le-Froid & les Vastres, qui réclament & demandent formellement leur adjonction au département du Velai, y seront aussi réunies, sauf, dans ce dernier cas, à laisser au département de Vivarais celles de l'Espéron, Concouron & la Vilate.

» 3°. Que les paroisses de Colombier, Lejeune, Roche-Blonin, Palharès en Nozières, enclavées dans le Vivarais & dépendantes du Forez, seront réunies au département du Vivarais. »

Les débats sur le nombre des districts du département de Picardie ont été assez longs : MM. Dumetz, Lordean & Prévôt ont parlé tour-à-tour sur cette matière.

M. Fréreau a pris la parole en faveur de Doulan. Le témoignage de reconnaissance publique qu'il a donné aux habitans de cette ville, a prouvé à l'assemblée que leur défenseur avoit observé avec intérêt pendant son exil à Doulan les rapports & les avantages de son agriculture & de son commerce. Il a prouvé qu'il falloit soutenir la représentation rurale contre celle des villes, & sur-tout des capitales, & qu'il étoit nécessaire d'établir un district à Doulan.

On a demandé la priorité pour l'avis du comité sur celui des députés de la province, & le premier a été adopté.

L'assemblée n'a pas accueilli la demande formée par M. Prévôt pour la ville de Roye.

M. Gossin a présenté la division du département du Soissonnois en huit districts. Cette province n'en vouloit que huit; mais le chef-lieu a été l'objet des plus vifs débats.

les uns le plaçoient à Laon, & les autres à Soissons; ainsi ces deux villes se disputoient le chef-lieu du département. Soissons invoquoit la possession d'être le siège de l'administration de cette province; mais on opposoit l'exemple de Villefranche en Rourgue, à laquelle on avoit substitué celle de Rhodès. M. le comte d'Egmont a représenté que la ville de Soissons devoit avoir la préférence; que les pertes qu'elle avoit faites de l'intendance, du bureau des finances, & autres établissemens, étoient incalculables.

Plusieurs députés ont réclamé la priorité pour l'avis de leur province; elle a été accordée, & M. Dumets a demandé la division de l'opinion, & que par amendement l'assemblée fût tenue dans une ville neutre, comme à Laferre ou à Chauni.

L'assemblée a décidé en effet que cette dernière ville seroit le siège provisoire de la première assemblée du département.

Elle a adopté aussi l'avis de la province pour la division du département en six districts.

Voici le décret qui en est résulté :

« L'assemblée nationale décrète, 1°. que le département de Soissons & de Laon sera divisé en six districts, dont les chefs-lieux seront incessamment décrétés;

» 2°. Que la première assemblée se tiendra à Chauni, & que là les électeurs assemblés détermineront, à la pluralité des suffrages, dans quel lieu il convient qu'il soit définitivement placé. »

Le même commissaire a rapporté quelques légères difficultés élevées sur le département du Nivernois; l'avis du comité a été adopté unanimement. Voici le décret :

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que le département du Nivernois, dont Nevers est le chef lieu, est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont Nevers, Saint-Pierre-le-Moutier, Dé-

cise, Moulins, Engilbert, Château-Chinon, Carligny, Flamuy, Cosnes & la Charité. »

Il y a eu un rapport du comité pour la division d'une des plus agréables provinces du royaume, & il en est résulté le décret suivant :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution :

1°. Que le département de Touraine, dont Tours est le chef-lieu, est divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont, Tours, Amboise, Château-Regnauld, Loges, Chinon, Prévilly & Langeais ; que Bourgueil sera chef-lieu de la juridiction de ce dernier district, sauf en faveur de la ville de Richelieu, d'être le siège de l'un des établissemens qui seront fixés par la constitution, si l'assemblée nationale le juge convenable :

2°. Que les paroisses de Saint-Jean, & de Saint-Laurent, formant la ville de Langeais, qui ont eu jusqu'à ce jour deux municipalités, n'en formeront plus qu'une à l'avenir ».

M. Gossin a fait ensuite le rapport de la division du département occidental du Poitou ; l'avis du comité ayant été adopté, l'assemblée a rendu le décret suivant :

L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que le département occidental du Poitou, dont Fontenay est le chef-lieu, est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Fontenay-le-Comte, la Chataigneraie, Montaigu, Challans, les Sables d'Ollone, & la Roche-sur-Yon, sauf en faveur de la ville de Poussanges d'être le siège de juridiction du district, si les électeurs jugent qu'il soit utile de l'y placer.

Trois autres décrets ont été rendus sur le rapport du comité ; le premier pour le département du Périgord ;

un autre pour celui du Blaisois, & l'autre pour celui d'Amiens. Le premier est conçu en ces termes :

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que le département du Périgord, dont Périgueux est le chef-lieu, est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont Périgueux, Sarlat, Bergerac, Nontrom, Ecidetil, Montignac, Belvey, Montpont ou Macidan.

2°. Que le tribunal du district de Belvey sera fixé à Montpazier.

3°. Que les électeurs décideront entre Montpont & Macidan, laquelle de ces deux villes sera le chef-lieu de l'administration ou du tribunal de district, de manière que chacune d'elle n'ait que l'un ou l'autre des établissemens.

4°. Que la première assemblée du département se tiendra à Périgueux, & que provisoirement, en conformité de l'arrêté des députés du département, il alternera entre Sarlat & Bergerac.

Décret du Blaisois.

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que le département du Blaisois, dont Blois est le chef-lieu, est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Blois, Vendôme, Romorentin, Mondoubleau, Mer-Saint-Aignan & Montrichard, réunis de manière que l'administration sera établie à Saint-Aignan, le tribunal à Montrichard. »

Décret du département d'Amiens.

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que le département d'Amiens sera divisé en cinq districts, dont les chefs-lieux sont les villes d'Amiens, Abbeville, Peronne, Doubal, Montdidier & Noyé réunis, qui partageront entr'elles les établissemens du district. »

M. Salé de Choux a proposé de décréter que les communautés régulières quoiqu'affujetties à des contributions directes, n'eussent pas les droits des citoyens actifs.

M. Regnaud vouloit exclure seulement ceux qui n'étoient pas officiers des maisons religieuses.

M. Fréteau a demandé que la question fût ajournée ; d'autres le renvoi au comité de constitution, pour donner son avis, & celui-ci a été adopté.

M. Madier a observé que les décrets des municipalités ne pouvoient être exécutés, à cause d'une explication nécessaire sur les scrutins à faire par les citoyens qui ne savent pas écrire.

Cet objet a été renvoyé au comité de constitution pour en dire son avis incessamment.

M. Goupil de Préfeld a pris la parole. « Les Romains, a-t-il dit, après la bataille de Cannes, s'endormirent dans les délices de Capoue ; feroit-il possible que cette assemblée, après avoir soutenu les attaques & les excès du despotisme, pût être subjuguée par des caresses, des graces & des bienfaits insidieux ? Il faut espérer que cela n'arrivera jamais.

« Dans une séance du soir on a lu une lettre de M. Couteux de Cauteleu, sur sa nomination à la place de caissier de l'extraordinaire ; on a décrété qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur cet objet, & M. le Couteux a délibéré pour son propre compte. La voie publique nous apprend qu'un autre membre a accepté une place pour les vivres & subsistances de l'armée ; un autre pour inspecter le commerce de la Corse.

» Je ne veux pas supposer aux hommes que le roi honore de sa confiance, qu'ils cherchent à gagner des membres de l'assemblée nationale. »

» Mais c'est dans une mission aussi grande & aussi hono-

nable que celle du corps législatif d'une grande nation ; qu'il faut éloigner ce qui peut donner de l'inquiétude à nos commettans. Que penseront les provinces & leurs représentans, si elles voyent les graces du gouvernement répandues sur les membres de l'assemblée nationale ? elles diront que leurs députés pensent à leurs affaires, à leurs arrangemens personnels : je rends la plus belle justice aux membres qui ont été choisis pour les nouvelles places ; mais je demande que nous ne perdions jamais la confiance nécessaire aux succès de la législation nouvelle de la France.

» On dit que l'assemblée nationale rassemble des hommes éclairés & capables. Ne seroit-ce pas un mal public de les écarter de l'administration ? D'abord il y a une grande différence entre la disposition civique & la disposition ministérielle. La première sera fondée sur des motifs légitimes ; mais dans la seconde on ne peut se dissimuler que l'intérêt de ces places n'est pas toujours analogue au bien de la nation. Sans doute plusieurs membres de cette assemblée peuvent prétendre à quelque place méritée ; mais il est sage, il est juste, il est honorable pour l'assemblée qu'ils ne l'acceptent pas.

» Je dois la justice à M. le Conteux, qui m'a dit n'avoir accepté la place de receveur, que parce que le véritable sens du décret étoit une espèce d'autorisation pour l'accepter ; mais nous ne sommes pas d'accord sur le sens de ce décret, & je me borne à proposer celui-ci :

« L'assemblée nationale a décrété, comme article constitutionnel, qu'aucun membre, tant de l'assemblée nationale actuelle, que des assemblées nationales futures, ne pourra, pendant tout le temps qu'il sera revêtu du titre de député, accepter de la part du gouvernement, soit directement par lui-même, ou indirectement par ses enfans mineurs, aucun bénéfice, don, pension, gratification, charge, place,

emploi ou autre faveur, si ce n'est que par délibération expresse de l'assemblée nationale, il ait été autorisé à l'accepter.

» L'assemblée nationale ordonne que le présent décret sera exécuté pour toutes sortes de bénéfices, dons pensions, gratifications, charges, places, emplois ou autres faveurs, qui, depuis le premier novembre dernier, auroient été donnés par le gouvernement, sans le consentement exprès de l'assemblée nationale à aucun des membres qui la composent ».

M. le chevalier de Murinais a demandé une exception pour les places militaires.

« Si le préopinant s'étoit contenté, a dit M. le vicomte de Mirabeau, d'établir un principe général, je n'aurois rien dit, mais je crois que la motion a besoin d'une grande discussion. Elle regarde un de mes collègues qui est absent : M. Nourissart vient de recevoir une place de direction dans les vivres de l'armée ; mais j'ai reçu une lettre du comité permanent de Limoges, qui assure qu'il est enchanté de voir que l'homme que nos commettans ont revêtu de leur confiance, a aussi celle du roi.

M. le vicomte n'a proposé aucun avis.

M. le Couteux a dit que son premier mouvement, après sa nomination, fut d'écrire à M. le président, pour qu'il en prévînt l'assemblée. Ma lettre, a-t-il ajouté, a été lue à une séance du soir. Je suis monté à cette tribune pour dire qu'en cas d'incompatibilité, je préférerois l'honneur de siéger parmi vous.

D'autres membres pensèrent qu'il y avoit compatibilité, & l'assemblée déclara n'y avoir lieu à délibérer. J'ai cru pouvoir faire usage de la liberté que vous m'avez laissée. M. le garde des sceaux & la chambre des comptes ont reçu mon serment. Je ne peux me dispenser d'exercer la place que le roi m'a donnée. »

» Cette question ne peut comprendre ceux qui ont exercé des places d'administration ; mais quand vous ferez une loi, elle ne peut plus me concerner. Je crois qu'il est nécessaire de convertir la motion provisoire en loi constitutionnelle, qui ne pourra avoir un effet rétroactif ; ce n'est que pour le bien public que j'ai pris cette place.

» Le décret qui vous est proposé a deux parties très-distinctes, a observé M. de la Roche-Foucaud ; la deuxième consiste à lui donner un effet rétroactif ; quant à la première partie, c'est un point de droit public que vous ne voudrez pas décider, si l'on doit élever un mur de séparation entre l'assemblée législative & le pouvoir exécutif.

» Dans un pays voisin, tout membre de l'assemblée législative, pourvu d'une place du pouvoir exécutif, laisse sa place vacante, mais il peut être réélu.

» Je ne parle que du principe qui me paroît juste, mais il ne me paroît pas raisonnable que ce fut l'assemblée législative elle-même qui décide si une place donnée par le pouvoir exécutif, rend insusceptible d'exercer les fonctions législatives. Je demande la question préalable sur le deuxième article du décret, & que le premier soit renvoyé au comité de constitution pour donner son avis.

On a proposé l'ajournement à lundi une heure. M. Bouche s'y est opposé, en disant que le pouvoir exécutif pourroit enlever d'ici à lundi des membres de l'assemblée, en leur offrant des places importantes.

« Vous avez décrété, a dit M. Duport, qu'on ne pourroit choisir un ministre dans cette assemblée. Avez-vous donc voulu avoir des commis ? Je ne propose de rendre un décret que pour la session actuelle, & non un décret

constitutionnel. Peut-on supposer qu'un de nos membres soit subordonné à des ministres ? On vous a consultés, il y a quelques jours, sur une proposition faite à un de vos collègues ; l'assemblée l'a laissé juge de sa conduite, & il méritoit cette confiance. Je propose le décret suivant :

» L'assemblée déclare qu'en conséquence de son décret du 6 novembre dernier, aucun de ses membres ne pourra accepter du gouvernement aucunes places, dons, pensions, traitemens, emplois, excepté néanmoins les places qui sont une suite de l'avancement dans les différens services publics. »

M. Achard de Beauvouloir s'est écrié : « Il faut rentrer dans nos provinces tels que nous en sommes sortis. Si les peuples nous trouvent toujours dignes de leur confiance, ils nous en donneront des témoignages flatteurs. » Voici le décret que je propose :

« L'assemblée nationale desirant que tous ses membres rentrent dans le sein de leurs commettans, tels qu'ils les ont députés, décrète, à l'unanimité des suffrages, qu'aucun de ses membres n'acceptera une place du gouvernement pendant la durée de sa députation. »

Comme cette motion intéressante a été long-temps discutée, & qu'elle intéresse essentiellement la liberté publique, nous rendrons compte demain des opinions & des débats qui ont préparé le décret suivant :

« L'assemblée nationale, conformément à l'esprit de son décret du 7 novembre dernier, déclare qu'aucun membre de l'assemblée nationale actuelle ne peut accepter du gouvernement, pendant la durée de cette session, aucunes places, dons, pensions, traitemens ou emplois, même en donnant sa démission.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. Nos. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne feroient pas reçues.